



PROGRAMME DE FORMATION

La fiscalité des opérations d'aménagement

(référence F18)

Objectifs

- Sécuriser les opérations d'aménagement compte-tenu des règles fiscales applicables
- Manier la TVA dans un bilan
- Optimiser la fiscalité des opérations d'aménagement

Public

Directeur, DAF, responsable d'opérations, juriste, service foncier dans le secteur de l'aménagement

Prérequis

Savoir manier un bilan hors taxe

Méthodes et support

Exposés illustrés d'exemples et d'exercices pratiques de bilan TTC - questionnements et échanges avec les participants. Un support de cours sera remis à chaque participant.

Durée

2,00 jour(s)
14:00 heures

Informations complémentaires

Intervenant

Consultante fiscaliste SCET

A noter

Cette formation concerne les opérations d'aménagement et les opérations réalisées en propre par les Epl
Pour tout renseignement complémentaire : formation@scet.fr



Contenu

La TVA et les droits d'enregistrement

- Introduction sur la TVA et droits d'enregistrement
 - Rappel des principes de la TVA
 - Définition de la TVA
 - Taux de TVA
 - Les mécanismes de la TVA
 - La déduction de la TVA
 - La sectorisation
 - Le FCTVA
 - Droits à déduction en matière de rétrocession
 - Fin de l'article 1042 du CGI pour la dispense de TVA
 - Exonération des droits d'enregistrements
 - Définition du terrain à bâtir
 - Assujettissement des collectivités à la TVA
 - TVA sur marge
- Les principaux postes de recettes
 - Régime fiscal des participations / subventions
 - Régime fiscal des apports en nature
 - Participation contre remise d'ouvrages
 - Les cessions
 - Les produits de gestion
- Les principaux postes de dépenses
 - Les études préalables / pré-opérationnelles et opérationnelles
 - Les acquisitions foncières
 - Les travaux / quid de la rémunération de l'aménageur ?

L'impôt sur les sociétés

- Présentation du dispositif de faveur
- Opérations et organismes concernés
- Appréciation du service d'intérêt général

Cotisation économique territoriale

- Suppression de la taxe professionnelle au profit de la contribution économique territoriale (CET)
- La cotisation foncière des entreprises (CFE)
- La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)
- L'instauration de taxes sectorielles (IFER)

Taxe sur les salaires

- Rapport d'assujettissement
- Impact sur les subventions